



Le problème de la modernisation de l'arsenal nucléaire américain

Alexis Baconnet

Alexis Baconnet est chercheur à l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS), chercheur associé au Centre lyonnais d'études de sécurité internationale et de défense (CLESID, EA 4586, Lyon 3) et au Centre d'études diplomatiques et stratégiques (CEDS), école des Hautes études internationales (HEI). Membre de l'Académie européenne de géopolitique.

La durée de vie des systèmes d'armes et le contexte géostratégique (sanctuarisation agressive¹ et allégation de violation du traité Forces nucléaires intermédiaires par la Russie², posture nucléaire chinoise

1 Ou « exploitation offensive de la dissuasion nucléaire » (affaiblissement des États voisins, attaque sous parapluie nucléaire des États voisins, chantage voire annexion territoriale). Cf. Jean-Louis Gergorin, « Quelles nouvelles menaces, quelles ripostes, quelle dissuasion ? », *Défense Nationale*, juin 1992 et Corentin Brustlein, « A l'ombre de la dissuasion : la sanctuarisation agressive », *Les Grands Dossiers de Diplomatie*, octobre/novembre 2013.

2 Cette allégation pourrait être fondée à propos notamment des missiles Iskander-M (portée de 500 km) et 9M729 (peut-être d'une portée supérieure à 2000 km) basés à Kaliningrad dont la portée potentielle pourrait être supérieure à 500 km, traité FNI prohibant les missiles basés au sol d'une portée comprise entre 500 km et 5500 km. La Russie affirme quant à elle, que le système antimissile des États-Unis et de l'OTAN est potentiellement réversible en arme offensive ; d'une manière générale, parce qu'un missile antimissile peut être converti en missile nucléaire, et plus particulièrement parce que le système de tir MK-41 déployé en Roumanie depuis 2016 (et devant être déployé en Pologne en 2018) est capable de tirer des missiles de croisières Tomahawks, d'une portée allant de 1500 km à 2500 km et d'une capacité duale

nébuleuse et stratégie agressive en mer de Chine, crises nucléaires nord-coréennes en chaînes et programme de missiles balistiques iraniens...) exigent que les composantes nucléaires américaines soient modernisées. Mais les contingences économiques et l'étendue des ambitions stratégiques de Washington contraignent le champ des possibles. L'Amérique peut-elle en effet se focaliser sur un plus petit nombre de programmes sans obérer sa recherche d'une supériorité capacitaire totale ?

L'arsenal nucléaire américain

Dotées d'une triade nucléaire complète (moyens sol-sol, air-sol, mer-sol, stratégiques et tactiques, balistiques, aérobies et gravitationnels), les États-Unis disposent de 1411 têtes nucléaires déployées sur : 400 missiles sol-sol balistiques stratégiques (SSBS) Minuteman III MIRVables, 60

(conventionnelle et nucléaire). Cf. notamment Alexis Baconnet, « Stratégie des moyens et traité sur les Forces nucléaires intermédiaires (FNI) », *Revue Défense Nationale, Tribune* n°791, 23 juin 2016.

bombardiers stratégiques (B-52H, B-1, B-2) équipés de bombes gravitationnelles série B-61 ou de missiles de croisière AGM-86B (pour les B-52H), 14 sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) équipés du missile mer-sol balistique stratégique (MSBS) Trident II D5 MIRVable.

D'une Nuclear Posture Review l'autre

Document encadrant la politique nucléaire de défense américaine, la *Nuclear Posture Review* (NPR), prend acte de l'environnement de sécurité et accorde en conséquence les forces nucléaires et la stratégie de dissuasion nucléaire pour les cinq à dix prochaines années. En conformité avec le traité *New START* (*Strategic Arms Reduction Treaty*) de 2010, la NPR 2010 prévoyait des limitations du nombre de têtes, de vecteurs et de porteurs déployés. Mesure de maîtrise des armements affirmant un objectif de désarmement, le but de long terme était de tendre vers un monde dénucléarisé ; tout en précisant que les États-Unis resteraient une puissance nucléaire de

première ordre tant que l'arme nucléaire existerait.

Dans une approche plus classique, le Président Trump s'est prononcé, dès sa prise de fonctions en janvier 2017, en faveur de l'adoption d'une nouvelle NPR afin de s'assurer que la dissuasion nucléaire américaine était adaptée aux menaces du XXI^e siècle ainsi qu'à la réassurance des alliés. Donald Trump s'est ainsi déclaré, en février 2017, pour la restauration de la suprématie américaine en matière nucléaire, ce qui peut laisser penser à une augmentation, sinon à un maintien, des crédits dédiés aux composantes nucléaires.

Une nouvelle NPR est ainsi en gestation depuis avril selon un processus inter-agences. Elle est prévue pour la fin 2017. La posture nucléaire américaine semble s'orienter vers un objectif moins ambitieux que la précédente, davantage conforme au rôle historiquement tenu par les armes nucléaires : la recherche de la paix par la supériorité et l'interdiction plutôt que par l'équilibre et le désarmement.

Les programmes de modernisation avérés et supposés

Une nouvelle génération de SNLE doit entrer en service afin de renouveler la composante navale. Un appel d'offre a été lancé en 2016 pour remplacer les SSBS Minuteman III et les MSBS Trident II D5 font actuellement l'objet d'une mise à niveau pour étendre leur vie au-delà de la date initiale de 2027. L'AGM-86B doit être maintenu en condition jusqu'en 2030. Le développement d'un bombardier stratégique B-21, devant succéder à la fois aux B-52H et B-1 a débuté en 2017. Le développement du missile de croisière *Long Range Stand Off* (LRSO), successeur de l'AGM-86B est envisagé pour équiper les B-52H, les B-2 et les futurs B-21 ainsi peut-être que les F-35. Les structures de *Command, Control and Communications* (C3) nucléaires doivent être modernisées. Enfin, les

F-35 devront emporter des B-61 mod. 12 d'ici 2020.

Les bombes B-61 déployées en Europe et en Turquie devront être maintenues en condition pour conserver la dissuasion élargie américaine permettant à Washington d'éviter la prolifération nucléaire en Europe, d'équilibrer la stratégie russe, de réassurer la défense otanienne en Europe, de rassurer les alliés membres de l'OTAN à l'Est (Pologne, pays Baltes) et de compenser la supériorité nucléaire tactique russe.

Le coût de l'arsenal nucléaire (opérations et modernisation) a été évalué par le *Congressional Budget Office* à un montant compris entre 350 et 450 milliards de dollars pour la décennie à venir (en incluant le coût total de développement du B-21 ainsi que le programme d'extension de vie des têtes nucléaires). Une analyse de l'*Arms Control Association* a évalué le coût de l'arsenal à entre 1250 et 1460 milliards de dollars sur trente ans, en tenant compte de l'inflation. Après recapitalisation et affinement du calcul, un *Hearing* à propos de la *Fiscal Year 2018* estime que le coût de la modernisation s'élève à un montant compris entre 230 et 290 milliards de dollars sur une période de plus de vingt ans. Toutefois, en procédant par transfert du coût du programme d'extension de vie des têtes nucléaires du budget du département de la défense à celui de l'énergie (*National Nuclear Security Administration*) et en retranchant le coût de la mission conventionnelle que pourra assurer le B-21 en plus de la mission nucléaire, ce nouveau calcul ne supprime pas les dépenses totales exigées.

Dans tous les cas, une telle somme sera difficile à engager dans une situation de crise économique (dette publique de 20 000 milliards de dollars, budget de la défense prévisionnel de 639 milliards de dollars pour un déficit public prévisionnel de 487 milliards de dollars pour 2018) ; a fortiori si l'on ajoute les coûts astronomiques –

même partagés – exigées pour le déploiement de la défense antimissile transcontinentale (États-Unis, OTAN, Israël, Australie, Japon, Corée du Sud).

Des choix tributaires des ambitions stratégiques américaines

Les conceptions stratégiques et les perceptions de sécurité des États-Unis les conduisent à rechercher à la fois : supériorité technologique totale, capacité de frappe nucléaire planétaire et présence globale ; ce qui implique des coûts extrêmement élevés.

Un renoncement au B-21 n'est pas envisageable. L'appareil doit occuper une place centrale pour le bombardement (conventionnel et nucléaire) ainsi que dans l'architecture de combat et la liaison des environnements (boucle OODA³, C4ISTAR⁴). La nouvelle génération de SNLE est également indispensable pour garantir la capacité de frappe en second.

La suppression du LRSO⁵ serait la plus appropriée en raison de sa concrétisation encore lointaine, d'une doctrine d'emploi contestable en redondance avec les autres armes nucléaires et en concurrence avec les capacités conventionnelles (missile JASSM-ER) et à l'urgence stratégique relative, les États-Unis disposant de SNLE, de SSBS et d'appareils furtifs (certes le LRSO est sensé apporter une capacité de pénétration accrue améliorant la survie de l'appareil procédant à son tir, mais les B-2, futur B-21 et F-35 sont furtifs ce qui fournit déjà une garantie de survie supérieure). Une suppression du programme est

³ *Observe Orient Decide Act*.

⁴ *Command Control Communications Computer Intelligence Surveillance Target Acquisition Reconnaissance*.

⁵ A propos du débat sur le LRSO cf. notamment : Hans M. Kristensen, « Forget LRSO, JASSM-ER Can Do The Job », *Federation of American Scientists*, Dec. 16, 2015 ; Mark B. Schneider, « The Nuclear Posture Review, Bomber Capability, and Extended Deterrence », *Real Clear Defense*, July 19, 2017 ; Adam B. Lowther, « The Long-Range Standoff Weapon and the 2017 Nuclear Posture Review », *Strategic Studies Quarterly*, Volume 11, Issue 3, Fall 2017.

cependant délicate puisque des officiels du Pentagone se sont fermement prononcés dans le sens contraire. Les tenants de la conservation du programme arguent notamment : que l'*Air Force* a besoin d'un vecteur furtif et manœuvrant disposant d'une capacité de pénétration supérieure (entre autre pour garantir un tir en sécurité de la part d'un porteur non furtif comme le B-52), que l'AGM-86B est une technologie des années quatre-vingt qui serait opérée par des plate-formes du XXI^e siècle (F-35, B-21) et qui ne serait pas à même de déjouer avec certitude les défenses antiaériennes modernes (en particuliers les S-400 et prochains S-500 russes), que le LRSO offre une précision favorisant la réduction des dommages collatéraux ou encore que le coût du programme représenterait 1,5 à 3 % des dépenses nucléaires totales à venir... Aussi, deux premiers contrats de prospection technologique ont-ils été conclus avec Lockheed Martin et Raytheon en août 2017.

Reste la possibilité de ce recentrer sur le programme *Conventional Prompt Global Strike* (CPGS) de dissuasion par capacité de frappe conventionnelle balistique planétaire en moins d'une heure (missile balistique intercontinental conventionnel, missile balistique doté d'un corps de rentrée hypersonique ou missile de croisière hypersonique) ; à supposer qu'il puisse trouver une application dans le cadre d'une stratégie de dissuasion avec une puissance nucléaire (Russie, Chine) et non seulement avec un État petitement puissant et potentiellement perturbateur⁶ (Iran, Corée du Nord) et à supposer que la discrimination d'un tir balistique intercontinental nucléaire d'un tir conventionnel puisse être garantie.

Des choix de modernisation trop restrictifs risquent d'inquiéter les alliés ou de favoriser la prolifération. La stratégie américaine est enfermée dans la recherche d'une supériorité capacitaire globale (et pas seulement nucléaire), très coûteuse et exigeant

⁶ Au sens de l'Amiral Castex de puissance militaire réfractaire à l'ordre établi.

une fuite en avant permanente pour demeurer la nation la plus puissante. Poursuivre d'un tel but est difficilement tenable à long terme, à moins de parvenir conjointement à affaiblir ou à ralentir les progrès des autres États (*peer competitors*⁷ ou perturbateurs).

Alexis Baconnet, « Le problème de la modernisation de l'arsenal nucléaire américain », *Note de recherche de l'Institut français d'analyse stratégique* (IFAS), 9 décembre 2017. <<http://www.strato-analyse.org/fr/spip.php?article381>>

Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

⁷ État ou collection de concurrents doté de la capacité et de la volonté de s'opposer aux États-Unis à une échelle globale, d'une manière durable et à un niveau soutenu et dans laquelle l'issue du conflit est incertaine même si les États-Unis rassembleraient leurs ressources d'une manière efficace et dans un délai approprié, in Thomas S. Szayna, Daniel Byman, Steven C. Bankes, Derek Eaton, Seth G. Jones, Robert Mullins, Ian O. Lesser, William Rosenau, *The Emergence of Peer Competitors. A Framework for Analysis*, Santa Monica, RAND Corporation, 2001, pp. 37-38.

Fondé en 2001 par François Géré, l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS) est un centre de recherche privé français, spécialisé dans l'étude des questions de stratégie, de défense et de relations internationales. A partir d'une équipe interdisciplinaire, l'IFAS conduit des recherches intégrant domaines flous et sciences dures et croisant les approches macrostratégiques (dimension globale des affrontements) et microstratégiques (particularités régionales des affrontements). L'institut travaille notamment sur : la dissuasion nucléaire ; la prolifération nucléaire ; les risques chimiques et bio-bactériologiques, les stratégies liées aux missiles et aux anti-missiles ; le développement de l'activité militaire spatiale ; le terrorisme et la guérilla ; la défense et les stratégies dans l'espace euratlantique, en Asie et au Moyen-Orient ; la pensée stratégique contemporaine ; les modalités de contrôle de la violence organisée et de retour à l'état de paix ; le rôle des organismes internationaux dans la gestion des crises et leur résolution ; les opérations d'information ; l'action psychologique et la médiatisation des conflits ; la cyberstratégie.

www.strato-analyse.org/fr

